

Le grand **débat national**

Réunion Esbly – samedi 9 mars 2019 – Salle du conseil Municipal

Présents :

10 personnes

Madame Valérie POTTIEZ HUSSON, Maire d'Esbly, à l'ouverture du débat

- **Accueil : Madame Valérie POTTIER HUSSON Maire d'Esbly,
Conseillère départementale du canton de Serris**

La mairie d'Esbly a souhaité mettre à disposition la salle du Conseil Municipal le samedi 9 mars de 9 heures 30 à 11 heures 30 pour permettre aux citoyens de débattre sur les 4 thèmes proposés à l'occasion du Grand Débat National. Madame Pottier Husson nous informe qu'elle n'assistera pas aux échanges afin de laisser le groupe débattre librement.

Elle rappelle qu'une communication a été faite à tous les habitants de la commune via les panneaux d'affichage municipal, le site internet de la ville, la page Facebook de la commune et les panneaux d'affichage électronique.

Début de la réunion 9 heures 45

Martine BOUCHER, écrivain public bénévole de la ville d'Esbly propose de faire le compte-rendu de cette rencontre.

- **Préambule :**

Peu de participants sont présents ce samedi matin. A l'image des autres réunions, organisées dans toute la France, on peut noter une absence de jeunes citoyens ce samedi matin. De plus, toutes les personnes, inscrites pour cette réunion du 9 mars à Esbly, ne se sont pas présentées. Pour rappel les participants à la réunion du 26 janvier avaient souhaité l'organisation de cette seconde réunion pour permettre une participation plus importante des Esblygeois au Grand Débat National.

Ce débat n'est pas délibératif, les propositions présentées expriment des opinions et non l'unanimité des participants.

- **Déroulement du débat :**

Les échanges ont été riches et nourris dans un climat serein et constructif. Les participants ont affirmé combien la communication ascendante était importante pour chacun d'entre eux et que l'opportunité de la pratiquer ne s'était pas présentée ces dernières années, il existe un éloignement certain avec les femmes et hommes politiques, certains citoyens se sentent méprisés par leurs représentants politiques nationaux. Les participants affirment dans leur unanimité vouloir restaurer un dialogue et la confiance entre citoyens et instances républicaines. Les participants souhaitent être entendus et que les propositions qui émanent des réunions « Grand Débat » aboutissent à des actions concrètes.

Actuellement, seul le Maire assure ce lien entre l'Etat et les citoyens. Globalement les citoyens se sentent isolés ; pour certains cet isolement conduit à une non-participation aux élections. Les participants ont décidé d'organiser leurs échanges par thème, selon la proposition nationale des quatre thèmes.

1. Fiscalité/dépenses publiques

- **Constat :**

Le contribuable français subit les très nombreuses taxes. Chaque nouveau besoin de financement semble se traduire par la création d'une nouvelle taxe. (Exemples : projet de création d'une taxe sur l'immobilier pour les propriétaires ayant terminé le remboursement de leur prêt, taxe carbone...).

Les dispositifs fiscaux évoluent chaque année, le citoyen ne les maîtrise plus, ne les comprend plus.

- **Proposition :**

Plutôt que créer de nouvelles taxes, pourquoi ne pas réfléchir en termes d'économies. S'appuyer plus sur une présentation des ressources et de l'utilisation qui en est faite en matière de dépenses, instaurer une véritable transparence qui limiterait les abus.

- **Constat :**

La moitié des Français ne paient pas d'impôts. Or l'impôt est un engagement de participation individuelle à l'effort national.

Certaines personnes qui n'ont pas la nationalité française ou qui refusent une intégration à la réglementation française (Gens du voyage) bénéficient d'aides sociales.

La suppression de l'ISF, dont cependant l'efficacité et l'équité fiscales n'ont pas été démontrés, (coût administratif de gestion élevé), a donné aux citoyens un sentiment d'injustice fiscale.

L'ISF n'a jamais limité l'optimisation fiscale des hauts revenus.

- **Proposition :**

Faire participer toutes les Françaises et tous les Français à l'Impôt même de manière symbolique : réponse au financement social du pays. Principe du « je reçois/je contribue ».

- **Proposition :**

Rétablir plus de tranches progressives jusqu'à 90% pour les hauts revenus (niveau de haut revenu à définir).

Limiter l'optimisation fiscale pour les hauts revenus.

- **Proposition :**
Développer plus de transparence fiscale : « A qui l'on prend, ce que l'on prend et ce que l'on en fait ». Il faut rendre l'impôt « juste ».
Les dépenses de l'Etat doivent être justifiées. (Tel un salarié qui présente une note de frais)

- **Constat :**
L'éventail des salaires est devenu très large, trop large.

- **Proposition :**
Réguler l'éventail des salaires, encadrer les hauts revenus, dans la sphère privée comme dans la sphère publique. Instaurer un salaire maximum pour encourager les investissements.
Revenir à un capitalisme à dimension humaine.
Les profits des entreprises doivent aussi bénéficier aux salariés qui ont contribué à les générer.

- **Constat :**
A l'occasion du Grand Débat le salaire de certains hauts fonctionnaires a été dévoilé, il semble disproportionné par rapport aux missions confiées.

- **Proposition :**
Dans le cadre de la limite des dépenses publiques revoir les rémunérations de certains hauts fonctionnaires (y compris les primes et avantages : logement de fonction, voiture, chauffeur, frais divers)

- **Constat :**
Les paradis fiscaux troublent le fonctionnement fiscal des états et favorisent l'évasion fiscale.
Il y a des fonds très importants dans les paradis fiscaux qui sont improductifs.

- **Proposition :**
Mener le combat pour viser à supprimer les paradis fiscaux. Au pire autoriser les Etats à utiliser ces fonds dormants pour les affecter à des investissements productifs, à la transition écologique...
Les entreprises qui font du profit en France doivent payer des impôts en France sur ces profits.
Une entreprise qui quitte la France pour un pays à la fiscalité plus favorable doit acquitter un impôt à la France (différence de taux fiscal).
Les entreprises françaises qui font du profit à l'étranger doivent payer des impôts à la France (au-dessus d'un seuil de profit à définir).
Il faut fiscalement décourager les expropriations fiscales.
Il faut aussi mettre en place une lutte plus efficace contre l'économie sous-terrain.

- **Constat :**
Des entreprises bénéficient d'aides importantes, de cadeaux fiscaux, pour s'installer en France, sans exigence en retour. Elles quittent la France sans rembourser ces aides
- **Proposition :**
Toute entreprise qui bénéficie d'aide à l'installation doit signer un engagement d'embauche, un plan d'investissement et doit rembourser cette aide si elle quitte la France (sans limite de durée d'installation).
- **Constat :**
De nombreux citoyens bénéficient d'aides publiques, certains citoyens ont intérêt à ne pas travailler.
- **Proposition :**
Il faut instaurer plus de contrôles pour limiter les abus.
Tout citoyen qui bénéficie d'aides publiques (Droit du citoyen) doit restituer une aide (à déterminer en fonction de ses capacités) à la communauté (Devoir du citoyen).
D'autre part il ne faut pas que les aides soient supérieures à la rémunération que donnerait un salaire. (Revoir les équilibres par rapport au niveau du SMIC)
- **Proposition :**
L'éducation et la santé doivent rester des dépenses prioritaires

2. Organisation de l'Etat / Ecole

- **Constat :**
Les fondamentaux ne sont pas acquis à la sortie de l'école (lire, compter, écrire...)
- **Proposition :**
Les programmes scolaires doivent intégrer ces fondamentaux. La télévision, Internet doivent proposer des programmes éducatifs.
- **Constat :**
Les familles ne respectent pas le monde enseignant
- **Proposition :**
Remettre en place des temps d'éducation civique à l'école, réinstaurer le respect de l'autorité. Sanctionner toute attitude condamnable pour montrer l'exemple et dissuader. Tolérance zéro pour tout comportement irrespectueux en particulier envers les enseignants.

- **Constat :**
On n'apprend pas suffisamment aux jeunes à se gérer

- **Proposition :**
Il faut donner plus de marges de liberté à l'Education Nationale, à l'Université, pour pouvoir faire émerger des idées nouvelles à mutualiser. Il faut intégrer l'apprentissage de l'autonomie. Proposer plus d'activités artistiques et culturelles pour développer la créativité, l'imagination, le dialogue, l'esprit critique, le sens de la recherche.
L'école doit aussi permettre le dialogue intergénérationnel qui est souvent absent dans notre Société, il y a un profond clivage entre Vieux et Jeunes.
Si les Jeunes ne viennent pas vers le Grand Débat, il faut aller sur le terrain débattre avec eux.

- **Constat :**
Les jeunes ne sont pas mobilisés en matière de citoyenneté, cela semble lié à un problème éducatif.

- **Proposition :**
Renforcer les programmes liés à l'éducation du citoyen à l'école, faire intervenir ponctuellement des témoins de la vie civile (sans exiger de ces témoins des diplômes). Ces programmes ne doivent pas incomber systématiquement aux enseignants qui doivent être mobilisés en priorité sur les fondamentaux.

- **Constat :**
Absence de service public dans les petites communes

- **Proposition :**
Utiliser les mairies comme lieu d'accueil du service public. De plus les Mairies étant situées dans les centres des communes cela peut contribuer à redonner de la vie au centre-ville.

- **Constat :**
Déséquilibre des effectifs dans les services publics

- **Proposition :**
Faire un diagnostic social des effectifs dans les services publics, effectuer les réductions d'effectifs ou les mutations qui s'imposent, reconvertir les personnels, si nécessaire les réorienter dans le secteur privé. Mettre en place plus de fluidité sociale entre secteur public et privé.

- **Constat :**

La France met en place des normes et réglementations très complexes, parfois plus complexes que celles qui sont imposées par les instances européennes. Les réformes mises en place ne sont plus lisibles par le citoyen lambda.

- **Proposition :**

Rendre les réformes et les réglementation lisibles et applicables, consulter plus les citoyens en amont pour les rendre lisibles et applicables.

Mettre en place des referendums pour les décisions importantes.

3. Démocratie/Citoyenneté

- **Constat :**

Le nombre de députés apparaît trop élevé au vu de leur faible relation avec la population.

- **Proposition :**

Diminuer le nombre de députés de 20% au minimum.

- **Constat :**

Un homme politique doit avoir un comportement exemplaire.

- **Proposition :**

Un représentant des citoyens sanctionné pour son comportement ne doit pas pouvoir revenir sur le devant de la scène politique.

On doit rester sur le principe souhaité dans les propositions précédentes « faute/sanction », Ce qui sous-entend une justice plus rapide et impartiale.

- **Constat :**

Garder un même mandat politique sur une très longue durée peut présenter un risque de dérapage et de corruption.

- **Proposition :**

Limiter les mandats électoraux à deux mandats consécutifs, accompagner le retour dans la vie civile si nécessaire.

- **Constat :**

Succès du service civique

- **Proposition :**

Développer le service civique (éventuellement le rendre obligatoire), restaurer un service militaire, ce sont des outils éventuels de formation, de détection de jeunes (et même parents) en difficulté (sortis du monde des études et pas intégrés dans le monde du travail).

- **Constat :**
Le maire de la commune est un maillon essentiel de relation entre l'Etat et le citoyen. Il semble qu'il n'y ait pas d'équité de situation entre toutes les communes.
- **Proposition :**
Redonner une importance véritable aux communes et leur donner un rôle de remontée vers l'Etat des besoins des citoyens, veiller à l'équité entre les communes
- **Constat :**
Défection de la participation des électeurs aux différentes élections. Cette défection a pu donner naissance à des mouvements de rébellion comme celui des « gilets jaunes ».
- **Proposition :**
Reconnaître le vote blanc et rendre le vote obligatoire pour responsabiliser les citoyens. Redonner à toute élection son sens démocratique et républicain.

4. Transition écologique

- **Constat :**
Les supermarchés sont devenus très chers, nous consommons mal, les agriculteurs ont de plus en plus de difficultés à vivre de leur travail
- **Proposition :**
Il faut apprendre dès l'école à consommer différemment, aider les agriculteurs à mettre en place des circuits courts de distribution et développer des marchés en centre-ville. Réglementer les marges de la grande distribution sur les produits agricoles et le niveau des prix d'achat des produits agricoles aux agriculteurs.
- **Constat :**
Les sorties des villes françaises sont devenues uniformes et laides par la faute de l'envahissement des grandes surfaces et autres centres commerciaux.
- **Proposition :**
Limiter le développement des grandes surfaces et des centres commerciaux à la sortie des villes, réintégrer des surfaces moyennes dans les centres-villes.
- **Constat :**
On vend des voitures qui polluent à la puissance disproportionnée par rapport aux obligations légales de réduction de vitesse.
- **Proposition :**
Ne plus construire et ne plus proposer à la vente des véhicules à très forte motorisation.

- **Constat :**
On fait beaucoup de promotions pour les véhicules électriques, or l'essentiel de leurs batteries sont fabriquées en Chine, pays à très forte pollution (présence très importante de centrales électriques au charbon). De plus la destruction des batteries usées n'est pas écologiquement organisée, elle est au contraire très polluante.
- **Proposition :**
Adopter une communication transparente et honnête en matière de pollution automobile.
- **Constat :**
Beaucoup d'incidents sur les lignes de train de banlieue. Aux heures de pointe beaucoup de passagers voyagent debout. On constate du retard dans la mise en place de transports en commun efficaces ce qui oblige beaucoup d'usagers à utiliser leur voiture.
- **Proposition :**
Travailler prioritairement sur le développement des transports en commun, développer le covoiturage : par exemple réserver une voie sur les autoroutes ou voies rapides qui mènent à Paris et dans les grandes métropoles aux véhicules transportant au moins 4 passagers. Développer la concertation avec les usagers en utilisant les mairies comme relais d'information.
- **Constat :**
Beaucoup d'équipement urbains et régionaux sont vieillissants et polluants (canalisation en plomb par exemple)
- **Proposition :**
Mettre en place un « Green New Deal » pour réaménager écologiquement les infrastructures des villes et des régions et créer ainsi des emplois (former des demandeurs d'emploi pour ce plan d'action).

La réunion s'achève avec regret à midi.

○